

# Dépenses des administrations publiques selon la fonction, 2021

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est dans *Le Quotidien*, le vendredi 25 novembre 2022

En 2021, les dépenses de tous les ordres d'administration publique au Canada ont diminué après avoir atteint un niveau record de plus de 1 billion de dollars en 2020 en raison des dépenses liées à la réponse à la pandémie de COVID-19. Les dépenses ont diminué de 7,8 %, ou de 81,9 milliards de dollars en 2021, ce qui a porté les dépenses totales à 969,5 milliards de dollars. Bien qu'elles aient diminué par rapport à l'année précédente, les dépenses des administrations publiques en 2021 sont restées plus élevées que les niveaux de dépenses observés avant la pandémie, de sorte que les dépenses de 969,5 milliards de dollars en 2021 étaient bien supérieures aux 799,7 milliards de dollars en 2019.

Les dépenses aux chapitres de la protection sociale et des affaires économiques ont contribué le plus à la baisse des dépenses publiques en 2021. Dans ces deux catégories combinées, les administrations publiques canadiennes ont dépensé 9 616 \$ par personne en 2021, comparativement à 12 727 \$ en 2020. Les dépenses en matière de santé, qui ont augmenté de 14,2 % en 2020, ont augmenté de 6,5 % en 2021.

## Les dépenses en matière de chômage diminuent après un sommet atteint en 2020

Les administrations publiques canadiennes consolidées, c'est-à-dire les administrations fédérale, provinciales, territoriales et locales, et les autres entités gouvernementales combinées, ont diminué leurs dépenses en matière de protection sociale de 19,2 % en 2021, lesquelles se sont chiffrées à 261,0 milliards de dollars. La protection sociale demeure toutefois le plus important poste de dépenses des administrations publiques générales canadiennes, et elle a représenté plus du quart (26,9 %) des dépenses totales.

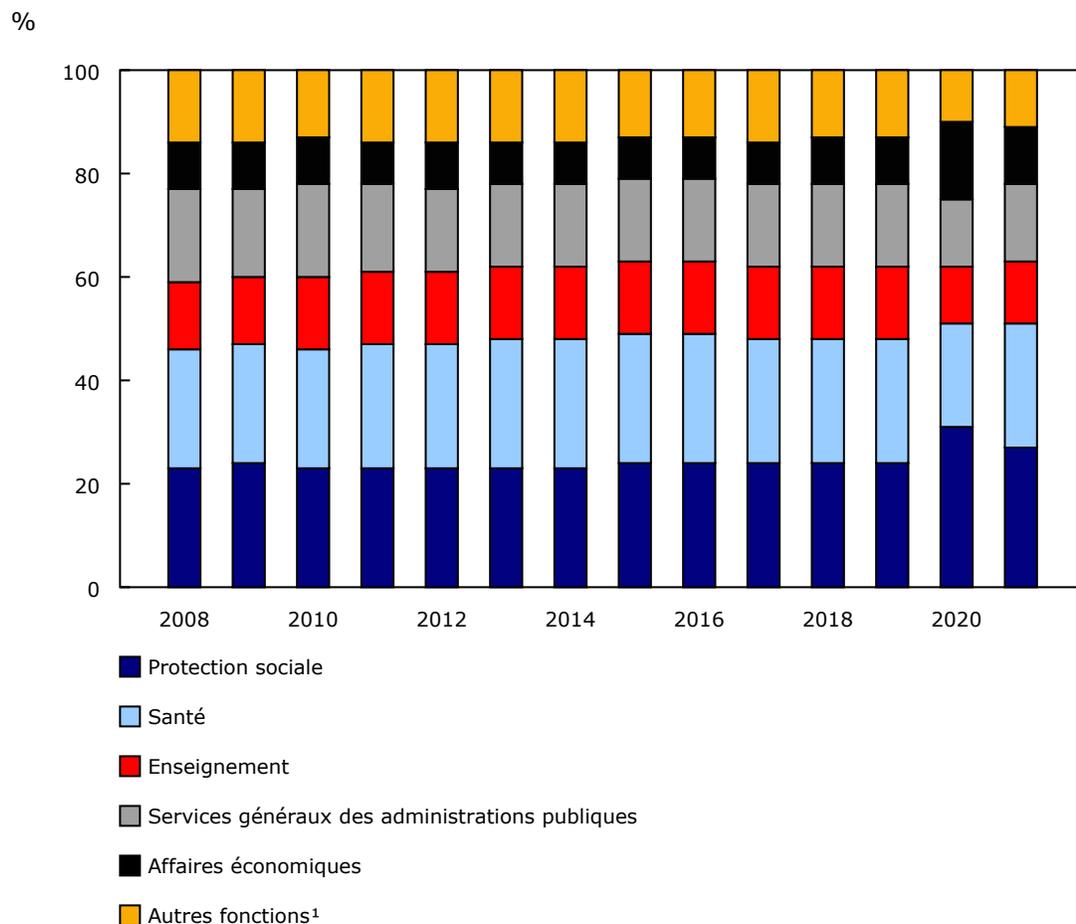
La protection sociale comprend des programmes comme la Sécurité de la vieillesse, les allocations familiales, les prestations d'invalidité et les prestations d'assurance-emploi. La diminution affichée en 2021 (-62,0 milliards de dollars) est principalement attribuable à la diminution des dépenses associées aux prestations d'assurance-emploi (-67,6 milliards de dollars), qui est en grande partie attribuable à la diminution des programmes fédéraux d'intervention en cas de pandémie, comme la Prestation canadienne d'urgence et la Prestation canadienne de la relance économique subséquente.

## La Subvention salariale d'urgence du Canada s'atténue en 2021

Les dépenses relatives aux affaires économiques ont reculé de 31,8 % par rapport à 2020 pour s'établir à 110,6 milliards de dollars et elles ont constitué la deuxième catégorie en importance pour expliquer le recul des dépenses publiques en 2021. Les affaires économiques désignent les activités économiques comme l'agriculture, l'énergie, l'exploitation minière ou les transports. La diminution observée en 2021 est attribuable aux dépenses relatives à la tutelle de l'économie générale, des affaires commerciales et de l'emploi, laquelle a diminué de 60,2 % pour passer de 99,9 milliards de dollars en 2020 à 39,7 milliards de dollars en 2021. La Subvention salariale d'urgence du Canada a été à l'origine de cette diminution au fur et à mesure que les paiements dans le cadre du programme ont diminué en 2021.



**Graphique 1**  
**Part des dépenses des administrations publiques générales consolidées, selon la fonction, de 2008 à 2021**



1. La catégorie « Autres fonctions » comprend la défense, l'ordre et la sécurité publics, la protection de l'environnement, le logement et les équipements collectifs, ainsi que les loisirs, la culture et la religion.  
 Source(s) : Tableau 10-10-0005-01.

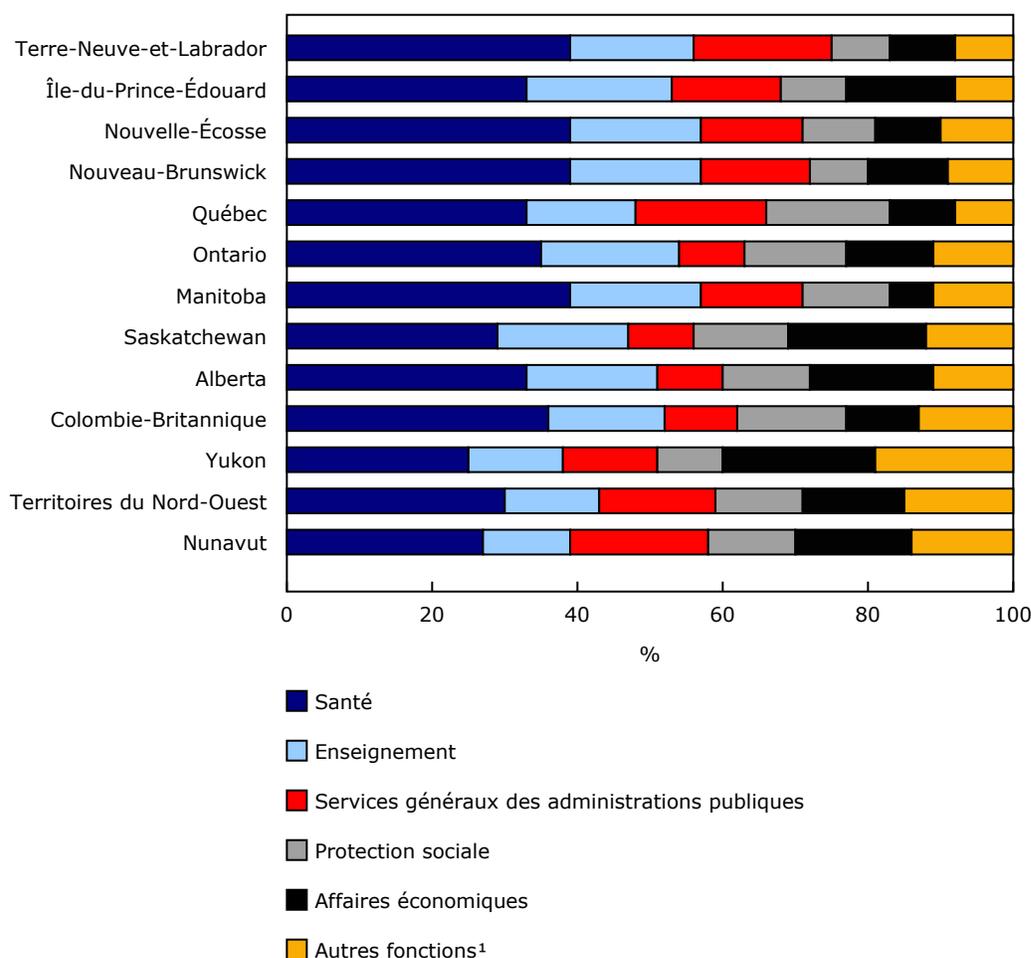
## Les soins de santé représentent plus du tiers des dépenses des administrations publiques provinciales, territoriales et locales

Les montants déboursés par les administrations publiques provinciales, territoriales et locales combinées au chapitre des soins de santé ont augmenté de 4,5 % en 2021. Les soins de santé constituaient toujours le plus important poste de dépenses de ces administrations publiques (à savoir plus d'un tiers, ou 34,5 %, des dépenses totales).

À l'échelon provincial, les dépenses en soins de santé par habitant étaient les plus élevées à Terre-Neuve-et-Labrador (6 913 \$), au Manitoba (6 162 \$) et au Nouveau-Brunswick (5 929 \$). Les dépenses en soins de santé par habitant les moins élevées ont été enregistrées à l'Île-du-Prince-Édouard (5 209 \$), en Alberta (5 340 \$) et en Ontario (5 358 \$).

À l'échelon des provinces, les services hospitaliers représentaient la plus grande proportion des dépenses relatives aux soins de santé (à savoir les deux tiers, ou 65,7 %, des dépenses), suivis des services ambulatoires (15,4 %) et des produits, des appareils et des matériels médicaux (7,1 %).

## Graphique 2 Part des dépenses des administrations publiques provinciales, territoriales et locales consolidées, selon la fonction, 2021



1. La catégorie « Autres fonctions » comprend l'ordre et la sécurité publics, la protection de l'environnement, le logement et les équipements collectifs, ainsi que les loisirs, la culture et la religion.  
Source(s) : Tableau 10-10-0005-01.

## Les dépenses liées aux affaires économiques sont concentrées dans l'agriculture et les transports

Les dépenses totales des administrations publiques provinciales, territoriales et locales au chapitre des affaires économiques ont augmenté de 16,0 % pour atteindre 73,5 milliards de dollars en 2021. Cette augmentation des affaires économiques (+10,1 milliards de dollars) représentait 29,5 % de l'augmentation totale des dépenses des administrations publiques provinciales, territoriales et locales. Cette augmentation s'explique principalement par la croissance des dépenses relatives à l'agriculture, à la foresterie, à la pêche et à la chasse (+6,3 milliards de dollars) et aux transports (+3,2 milliards de dollars).

L'augmentation des dépenses consacrées à l'agriculture, à la foresterie, à la pêche et à la chasse est principalement attribuable aux provinces de l'Alberta (+2,7 milliards de dollars) et de la Saskatchewan (+2,7 milliards de dollars). Dans les deux provinces, leur société d'assurance-récolte provinciale respective a versé des indemnités exceptionnellement élevées en 2021 en raison de conditions de croissance défavorables, à savoir la sécheresse.

Les hausses des dépenses en transport étaient attribuables à l'Ontario (+1,8 milliard de dollars) et à la Colombie-Britannique (+1,1 milliard de dollars). La croissance en Ontario est principalement attribuable aux transferts pour le projet de « la ligne Ontario », une nouvelle ligne de métro en voie de construction à Toronto. L'augmentation des dépenses en transport de la Colombie-Britannique est principalement attribuable aux coûts associés à la suppression des péages sur le pont Golden Ears.

## **Le Québec augmente les mesures de protection sociale en 2021**

En 2021, les administrations publiques provinciales et locales ont augmenté leurs dépenses en matière de protection sociale de 5,8 milliards de dollars. Le Québec a été à l'origine de la majeure partie de cette augmentation (+5,3 milliards de dollars), principalement en raison de l'émission d'un crédit d'impôt unique pour le coût de la vie.

Parmi les administrations publiques provinciales et locales, les dépenses par habitant en matière de protection sociale étaient les plus élevées au Québec (3 027 \$) et en Saskatchewan (2 648 \$), et les moins élevées au Nouveau-Brunswick (1 260 \$) et à Terre-Neuve-et-Labrador (1 342 \$).

**Tableau 1**  
**Dépenses consolidées par habitant, selon la Classification canadienne des fonctions des administrations publiques, 2021**

	Administration publique canadienne	Administration publique fédérale <sup>1</sup>	Administrations publiques provinciales, territoriales et locales	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec
	dollars							
<b>Services généraux des administrations publiques</b>	<b>3 714</b>	<b>3 020</b>	<b>1 973</b>	<b>3 409</b>	<b>2 412</b>	<b>2 082</b>	<b>2 272</b>	<b>3 280</b>
Fonctionnement des organes exécutifs et législatifs, affaires financières et fiscales, affaires étrangères	586	422	270	860	202	223	333	397
Aide économique extérieure	161	161	0	0	0	0	0	0
Services généraux	1 104	577	558	1 388	1 437	676	960	967
Recherche fondamentale	7	72	1	0	0	17	0	2
Opérations concernant la dette publique	1 680	619	1 065	1 141	754	802	978	1 752
Services généraux des administrations publiques n.c.a. <sup>2</sup>	175	1 169	79	19	12	365	1	162
<b>Défense</b>	<b>482</b>	<b>491</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Défense militaire	427	436	0	0	0	0	0	0
Défense civile	16	16	0	0	0	0	0	0
Aide militaire à des pays étrangers	34	34	0	0	0	0	0	0
Défense n.c.a. <sup>2</sup>	5	6	0	0	0	0	0	0
<b>Ordre et sécurité publics</b>	<b>1 123</b>	<b>398</b>	<b>790</b>	<b>675</b>	<b>552</b>	<b>735</b>	<b>788</b>	<b>598</b>
Services de police	538	227	364	298	208	350	404	284
Services de protection contre l'incendie	134	0	135	88	59	113	98	84
Tribunaux	154	29	126	117	101	150	27	143
Administration pénitentiaire	139	66	74	86	107	54	72	43
Ordre et sécurité publics n.c.a. <sup>2</sup>	158	75	91	86	77	68	188	45
<b>Affaires économiques</b>	<b>2 861</b>	<b>1 268</b>	<b>1 902</b>	<b>1 564</b>	<b>2 352</b>	<b>1 431</b>	<b>1 591</b>	<b>1 592</b>
Tutelle de l'économie générale, des affaires commerciales et de l'emploi	1 028	828	320	465	636	573	323	293
Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	409	122	319	168	552	156	201	211
Combustibles et énergie	303	18	299	105	12	119	11	5
Industries extractives et manufacturières, construction	12	0	13	15	12	0	0	36
Transports	866	205	797	727	754	502	915	674
Affaires économiques n.c.a. <sup>2</sup>	243	94	155	84	392	81	141	373
<b>Protection de l'environnement</b>	<b>437</b>	<b>127</b>	<b>318</b>	<b>187</b>	<b>374</b>	<b>325</b>	<b>177</b>	<b>310</b>
Gestion des déchets	113	15	99	124	154	151	73	94
Gestion des eaux usées	97	0	98	21	6	34	67	65
Lutte contre la pollution	85	36	50	6	190	37	9	95
Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	51	18	34	13	12	35	16	19
Protection de l'environnement n.c.a. <sup>2</sup>	92	57	37	23	12	68	11	36
<b>Logement et équipements collectifs</b>	<b>303</b>	<b>73</b>	<b>233</b>	<b>243</b>	<b>131</b>	<b>199</b>	<b>207</b>	<b>135</b>
Logement et équipements collectifs	119	39	81	73	12	59	87	42
Alimentation en eau	158	28	131	130	89	89	85	72
Éclairage public	14	0	14	29	12	40	34	11
Logement et équipements collectifs n.c.a. <sup>2</sup>	12	6	7	11	12	11	1	10
<b>Santé</b>	<b>5 920</b>	<b>1 442</b>	<b>5 596</b>	<b>6 913</b>	<b>5 209</b>	<b>5 856</b>	<b>5 929</b>	<b>5 892</b>
Produits, appareils et matériels médicaux	406	8	397	336	261	265	320	477
Services ambulatoires	878	56	866	748	707	629	810	849
Services hospitaliers	3 681	6	3 677	4 822	3 403	4 299	4 518	4 097
Services de santé publique	411	44	368	220	125	517	122	123
Santé n.c.a. <sup>2</sup>	544	1 328	287	786	713	146	158	346
<b>Loisirs, culture et religion</b>	<b>509</b>	<b>148</b>	<b>365</b>	<b>258</b>	<b>172</b>	<b>330</b>	<b>210</b>	<b>426</b>
Services récréatifs et sportifs	163	19	146	136	101	144	108	135
Services culturels	184	69	118	78	65	70	69	208
Services de radiodiffusion, de télévision et d'édition	105	58	47	0	0	0	0	10
Loisirs, culture et religion n.c.a. <sup>2</sup>	56	2	54	44	6	115	34	73
<b>Enseignement</b>	<b>2 983</b>	<b>263</b>	<b>2 752</b>	<b>3 032</b>	<b>3 166</b>	<b>2 705</b>	<b>2 731</b>	<b>2 580</b>
Enseignement primaire et secondaire	1 806	17	1 791	1 971	1 954	1 547	1 838	1 767
Enseignement collégial	361	46	315	243	380	223	189	367
Enseignement universitaire	661	45	617	749	772	916	575	418
Enseignement n.c.a. <sup>2</sup>	156	154	29	69	59	19	128	28
<b>Protection sociale</b>	<b>6 755</b>	<b>4 715</b>	<b>2 289</b>	<b>1 342</b>	<b>1 354</b>	<b>1 461</b>	<b>1 260</b>	<b>3 027</b>
Maladie et invalidité	945	221	729	405	879	557	607	523
Vieillesse	1 734	1 668	67	2	6	3	41	6
Famille et enfants	1 861	1 240	721	310	160	221	201	1 588
Chômage	1 273	1 244	32	0	0	0	0	26
Logement	215	94	207	176	232	212	135	135



	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut
Maladie et invalidité	701	583	1 935	1 076	691	942	1 794	297
Vieillesse	131	0	2	100	13	253	153	50
Famille et enfants	462	857	430	458	517	804	1 225	1 337
Chômage	14	103	6	121	17	0	219	124
Logement	182	152	152	117	456	965	2 166	4 505
Exclusion sociale n.c.a. <sup>2</sup>	310	121	36	73	605	574	438	1 139
Protection sociale n.c.a. <sup>2</sup>	271	9	87	20	69	23	569	74

1. Les données de l'administration publique fédérale ne sont pas consolidées.

2. n.c.a. = non classés ailleurs.

Source(s) : Tableaux [17-10-0009-01](#), [10-10-0024-01](#) et [10-10-0005-01](#).

### Note aux lecteurs

La Classification canadienne des fonctions des administrations publiques (CCFAP) permet d'organiser les dépenses des administrations publiques selon leurs principales fonctions socioéconomiques. Ces renseignements permettent d'obtenir un aperçu important sur la façon dont les administrations publiques dépensent l'argent et sur le rôle qu'elles jouent dans la prestation de services.

Cette classification constitue une variante de la norme internationale de classification fonctionnelle des dépenses qui a été élaborée par l'Organisation de coopération et de développement économiques. Elle remplace le Système de gestion financière qui a été utilisé par Statistique Canada jusqu'en 2008.

Actuellement, les données sur les dépenses de la CCFAP excluent les dépenses liées aux acquisitions d'actifs non financiers et à la consommation de capital fixe. Des améliorations futures pourraient comprendre la fonctionnalisation des dépenses en immobilisation et la consommation de capital fixe.

Les estimations des administrations publiques provinciales, territoriales et locales (APPTL) consolidées sont recommandées aux fins de comparaison entre les provinces et les territoires puisqu'il est possible que les provinces et les territoires définissent différemment les responsabilités entre les différents ordres de gouvernement. Ces estimations regroupent les administrations publiques provinciales et territoriales, les établissements de santé et de services sociaux, les universités et les collèges, les municipalités, les autres administrations publiques locales ainsi que les commissions scolaires, tout en excluant les transactions entre les parties. Les estimations de l'administration publique canadienne consolidée regroupent les données des administrations publiques fédérales et celles des APPTL. Elles excluent les données concernant le Régime de pensions du Canada, le Régime de rentes du Québec ou les entreprises publiques fédérales et provinciales.

Le cadre constitutionnel des APPTL des territoires diffère de celui en vigueur dans les provinces, ce qui donne lieu à des différences en matière de pouvoirs financiers et de rôles des administrations publiques. Ces différences, qui s'ajoutent à d'autres spécificités géographiques, démographiques et socioéconomiques entre le Nord et le reste du Canada, donnent lieu à des différences importantes en matière de statistiques financières des administrations publiques.

Étant donné les disparités importantes dans la taille des estimations des APPTL entre les provinces et les territoires en raison des différentes tailles de population, les données par habitant sont utilisées aux fins de comparaison des dépenses. Les données par habitant sont fondées sur les estimations démographiques pour le Canada, les provinces et les territoires qui figurent dans le tableau [17-10-0009-01](#).

Les données annuelles correspondent à la fin de l'exercice financier qui se rapproche le plus du 31 décembre. Par exemple, les données de l'exercice financier de l'administration publique fédérale se terminant le 31 mars 2022 (exercice financier 2021-2022) sont déclarées pour l'année de référence 2021.

Tableaux disponibles : [10-10-0005-01](#) et [10-10-0024-01](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [5218](#).

L'infographie « [Aperçu des dépenses des administrations publiques selon la fonction, 2021-2022](#) » est maintenant accessible dans le cadre de la série *Statistique Canada – Infographies* ([11-627-M](#)).

La structure et les descriptions de la [Classification canadienne des fonctions des administrations publiques](#) sont maintenant accessibles à partir du module *Informations connexes* du site Web de Statistique Canada.

Des renseignements supplémentaires sont offerts dans la publication *Les nouveautés en matière de comptes économiques canadiens* ([13-605-X](#)). Le *Guide de l'utilisateur : Système canadien des comptes macroéconomiques* ([13-606-G](#)) est aussi accessible. Cette publication a été mise à jour pour y inclure le [Chapitre 9. Statistiques de finances publiques](#).

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 ([infostats@statcan.gc.ca](mailto:infostats@statcan.gc.ca)), ou communiquez avec les Relations avec les médias au [statcan.mediahotline-ligneinfomedias.statcan@statcan.gc.ca](mailto:statcan.mediahotline-ligneinfomedias.statcan@statcan.gc.ca).